

# La région



## 500 millions pour rénover le campus bordelais

L'exposition Campus débute à Paris aujourd'hui. Elle présente les 12 projets sélectionnés dans le cadre de l'opération de rénovation nationale. Budget national : 5 milliards d'euros, dont 500 millions pour Bordeaux.

# Et si nos facs ressemblaient à l'Amérique ?

**ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR** Avec l'autonomie, les universités de la région semblent se tourner vers un modèle plus anglo-saxon. Reportage et témoignages au Canada

BRUNO BÉZIAT

b.beziat@sudouest.fr

Une architecture moderne qui n'a presque rien à envier aux plus beaux immeubles de grandes sociétés. Un centre commercial au rez-de-chaussée, une cafétéria design, du marbre au sol, des coursives en bois clair, le tout habillé d'une façade en verre. Le récent bâtiment qui abrite les formations d'arts et technologie de l'université Simon-Fraser, à Surrey, près de Vancouver, Canada, est un petit bijou de clarté et d'élégance.

La qualité des infrastructures frappe d'emblée le visiteur qui découvre les campus de ce pays d'Amérique du Nord, si proche des États-Unis et pourtant si différent. Reste que le modèle universitaire canadien est sans conteste anglo-saxon, autrement dit bâti sur des établissements autonomes, dynamiques, proches des entreprises, où la recherche s'illustre dans les classements internationaux, d'une taille moyenne de 30 000 étudiants, plus chers et riches que leurs homologues français. Un modèle qui, à la différence de la France, ne comprend

pas de grandes écoles. Tout se passe à l'université, y compris la formation de l'élite.

En France, la loi sur l'autonomie des universités est en train de faire basculer peu à peu toutes les facs vers un mode de fonctionnement plus proche des pays anglo-saxons (lire ci-dessous). D'autant que la politique du ministère visant à créer des universités uniques, susceptibles de modifier leurs droits d'inscription et de trouver davantage de financements dans le secteur privé, accentue cette évolution. Doit-on en avoir peur ? Le modèle canadien, très nord-américain, mais aussi marqué par l'Europe, permet d'alimenter la réflexion.

### Droits plus élevés

Dans ce débat, la question du financement, et par conséquent du ticket d'entrée à la fac, est essentielle. Les provinces canadiennes fixent leurs droits d'inscription : ils varient de 1 500 € au Québec à 5 000 € l'année en Ontario. C'est bien plus cher qu'en France (200 à 300 €), mais considérablement moins élevé qu'aux États-Unis (25 000 € en

moyenne). Au Québec, le débat fait d'ailleurs rage sur l'opportunité de les augmenter. Pour Robin Drew, doyen de l'université anglophone de Concordia, à Montréal, il serait souhaitable de les faire passer à 4 000 €. Selon Lyne Bouchard, vice-rectrice du campus de Longueuil, université francophone de Sherbrooke, « on doit faire attention à ne pas pénaliser les familles populaires ». Même si un système de bourse existe, balance indispensable à des études chères.

### Tourné vers l'étudiant

« Les droits sont quand même élevés. Beaucoup travaillent pendant un an ou deux et reprennent leurs études », explique Pauline, étudiante française à Victoria. Les universités vont aussi chercher davantage d'argent dans le secteur privé, avec lequel elles travaillent sans complexes. Pour le président du parc technologique de l'île de Vancouver, de l'université de Victoria, « un étudiant bien formé est utile pour une entreprise ». Une vision utilitariste qui est plutôt, en France, l'apanage des business school, de



« Le maître mot est l'autonomie » : Julie Couteau, venue de Bordeaux pour que

quelques écoles et de rares universités. Autre exemple : le créateur des téléphones BlackBerry a versé des centaines de millions dans la création de l'Institut de physique quantique sur le campus de l'université

de Waterloo, près de Toronto. Ce lien étroit entre le monde des affaires et la formation universitaire caractérise l'enseignement nord-américain.

Un système dont les conséquences

## À Bordeaux, divisions autour de l'université unique

**AQUITAINE** Les facs, dans leur majorité, ont entériné la formule du grand établissement. Mais pas toutes

Faute de prendre un virage, l'université française est à un carrefour. Particulièrement à Bordeaux, où les dirigeants des quatre facs et des différentes écoles qui forment ce regroupement baptisé « pôle de recherche et d'enseignement supérieur » (Pres) multiplient les discussions depuis quelques jours. L'enjeu est de taille. L'université unique est sur les rails pour cet ensemble de près de 70 000 étudiants. Cela sonnerait le glas des Bordeaux 1, 2, 3 ou 4. Tous unis dans une seule université... probablement pas tous, en fait.

Ces derniers mois, le ministère de l'Enseignement supérieur a accen-

tué sa pression afin d'inciter les grands pôles universitaires français, tels que Bordeaux, à accélérer le processus de fusion. Il est vrai que l'argent va couler à flots. Sur les 35 milliards du grand emprunt destiné à relancer la croissance, 22 vont aller à la recherche et à l'enseignement supérieur. Ils seront distribués en fonction de projets présentés au ministère. Un peu plus de 15 milliards iront à des projets appelés « pôles d'excellence ».

Mais, sur ces 15 milliards, la moitié (7,7 milliards) sera attribuée à 5 à 10 pôles universitaires français majeurs pour ce que l'on appelle les « initiatives d'excellence ». Le site bordelais a évidemment postulé dans ce cadre. « Les chances de Bordeaux sont réelles, mais c'est un jury indépendant qui doit choisir. Nous n'avons pas à donner notre opinion », souligne Jacques Stern, conseiller auprès de la ministre Valérie Pécresse. Enfin,

6,5 milliards supplémentaires seront répartis dans d'autres projets d'excellence, comme les « équipements », la « recherche aéronautique », le « nucléaire de demain »...

### Un premier accord scellé

Pour une première tranche de financement, les candidatures de certains projets viennent d'être clôturées, et d'autres le seront avant la fin de l'année. Parmi les critères pour être retenus compteront « l'excellence de la recherche », la possibilité d'un « retour sur investissement », mais aussi l'efficacité de la « gouvernance » des universités et écoles.

Avec ce dernier critère, le ministère est soupçonné de vouloir privilégier les pôles universitaires dont la gestion sera rendue « efficace » par la fusion. « Ce n'est pas le cas. Un Pres (NDLR : un regroupement et non une fusion) dont la gouvernance sera efficace et appropriée aura tou-

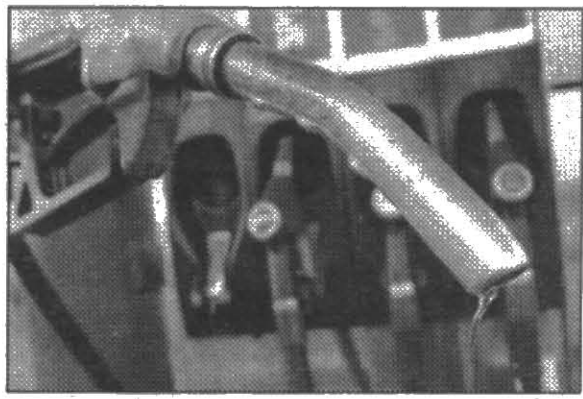
tes ses chances », assure Jacques Stern. Reste qu'une université unique aura l'assurance de disposer d'une gouvernance considérée comme pertinente par le ministère. Strasbourg et Dauphine ont déjà franchi le pas. Marseille a bien avancé sur cette voie.

La question du grand emprunt a ainsi poussé les universités bordelaises à passer la vitesse supérieure. Bordeaux 1, 2, 4 et Sciences Po sont déjà parvenues à un accord qui devrait être entériné l'année prochaine. Elles devraient fusionner, au terme d'un long processus, au sein d'un « grand établissement ». En revanche, l'Institut polytechnique (4 écoles d'ingénieurs) et Bordeaux 3 (lettres) n'ont pas souhaité, pour des raisons différentes, se joindre pour l'instant à cette université unique qui se profile. Du côté des littéraires, on craint notamment d'être noyé dans cet ensemble, oublié à côté des

sciences dures. Ce futur grand établissement est une structure juridique qui offre aux universités une vraie souplesse de fonctionnement, notamment pour Sciences Po. Il pourrait ainsi, comme à Dauphine, fixer librement les montants des droits d'inscription pour les diplômés de l'établissement (mais pas pour les diplômés nationaux). « Les présidents d'université s'engageraient par écrit sur cette question des droits afin d'éviter des dérives », tempère le président actuel du Pres et de Bordeaux 4, Jean-Pierre Laborde. Ce dernier précise également qu'est envisagée l'intégration de l'université de Pau à ce nouvel ensemble à travers la formule d'un Pres, autrement dit d'une collaboration très renforcée. Et la porte en serait bien évidemment ouverte en permanence à l'université Bordeaux 3 et à l'Institut polytechnique.

B. Bz





## Majoration de la TIPP : rectificatif

C'est une augmentation de 0,73 centimes d'euros par litre de supercarburant et de 1,35 centimes d'euros par litre de gazole que les élus du Conseil régional ont votée lundi en séance plénière (et non de 1,77 et 1,15, comme indiqué par erreur dans notre compte rendu hier).



SUDOUEST.FR

Découvrez nos rubriques en ligne et réagissez à l'actualité de la région sur notre site Internet.



Quelques mois à l'université Simon-Fraser, en Colombie-Britannique. PHOTO B. B.

sociales ne sont pas toujours celles d'une plus grande justice. Mais des frais d'inscription élevés n'empêchent pas non plus les enfants des classes populaires canadiennes de grimper dans l'échelle sociale, no-

tamment parce que la réussite scolaire n'a rien d'un couperet. Les obstacles y sont simplement différents. En revanche, une fois la barrière financière franchie, l'université semble plus plaisante et efficace que de

ce côté-ci de l'Atlantique, au-delà du parfait état des bâtiments, des pelouses impeccablement entretenues et des bibliothèques ouvertes jusqu'à 23 heures. D'autant que le coût des études rendrait les étudiants plus studieux: « Ils n'ont pas le choix. L'enjeu est bien trop important. Il n'y a pas de chahut », raconte un ensei-

**« Une fois la barrière financière franchie, l'université semble plus plaisante et efficace que de ce côté de l'Atlantique »**

gnant de l'University of British Columbia.

### Les profs évalués

« Il existe une plus grande proximité entre le professeur et l'élève, plus d'interactivité. J'ai l'impression qu'ils s'intéressent davantage à ce que l'on est, à nos difficultés, à la façon dont on apprend », souligne Julie Cou-teau, étudiante à Simon-Fraser, venue de Sciences Po Bordeaux pour quelques mois. « L'état d'esprit est bien plus celui de l'autonomie. On nous demande plutôt ce que l'on veut faire. Cela peut déstabiliser des étudiants habitués à un cadre très strict. Le travail est aussi important, il est simplement plus personnel », ajoute Audrey, qui prépare une thèse sur le campus de l'université de Toronto. « Ouverture d'esprit », « convivialité » et « facilité » sont les mots qui reviennent le plus dans la bouche des étudiants français confrontés à l'expérience canadienne, même si certains déplorent aussi « le prix prohibitif des livres » ou « l'absence de restaurant universitaire ». À Concordia, université anglophone de Montréal, Anaïs Marchard indique enfin que « les enseignants sont aussi évalués par les étudiants ». En Amérique du Nord, le savoir est certainement sacré, mais le savant n'est pas sacralisé.

## TROIS QUESTIONS À...



**SANDRA CARVALHO**  
Présidente de l'Unef Bordeaux, étudiante en master communication à Bordeaux 3

**1** Que pensez-vous de l'idée d'une université unique qui soit un grand établissement, ce qui est maintenant plus qu'une hypothèse ?

L'Unef est opposée à cette évolution. Certaines universités sont déjà devenues de grands établissements, comme Paris-Dau-

phine. On a bien vu qu'avec ce statut juridique, de fortes augmentations des frais d'inscription ont été décidées, ainsi qu'une sélection à l'entrée de l'université. Renforcer l'unité actuelle du Pres (Pôle de recherche et d'enseignement supérieur) serait la bonne solution pour le site bordelais. L'Unef est prête à combattre pour empêcher cette dérive dangereuse, comme cela se passe aussi à Metz-Nancy. Des étudiants se sont organisés pour l'empêcher.

**2** Mais vous ne contestez pas que l'État n'a jamais versé autant d'argent aux universités ?

Ce n'est pas tout à fait exact. Il s'agit surtout de rattrapage et d'infrastructures. Et les universités plus scientifiques comme Bordeaux 1 ou 2 reçoivent plus d'argent que celle de lettres. C'est justement l'une des craintes de

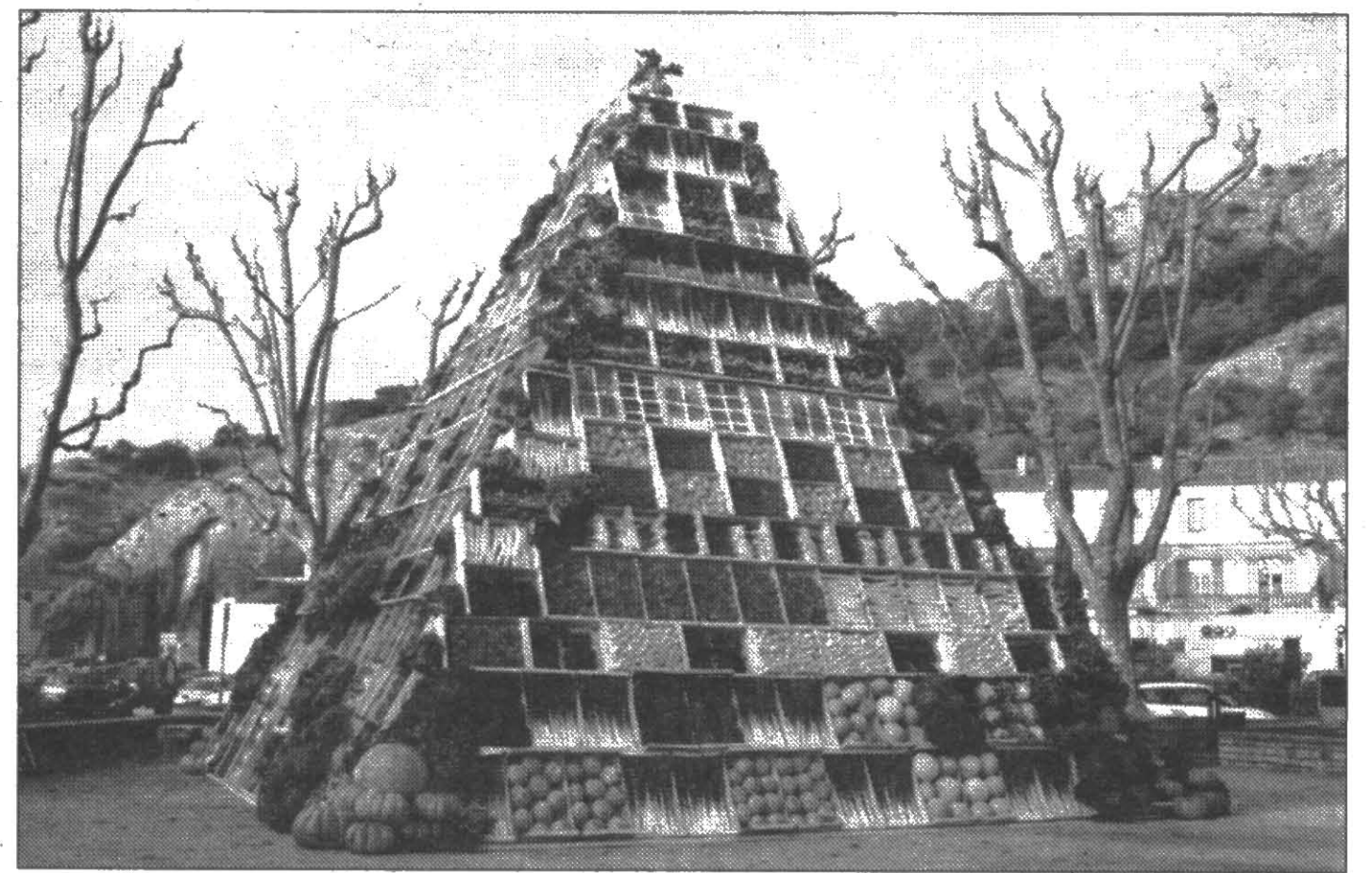
l'université unique, que les formations littéraires et de sciences humaines passent à la trappe, qu'elles ne puissent pas s'en sortir dans cette compétition si elles n'ont plus d'autonomie de financement.

**3** Les universités anglo-saxonnes, notamment au Canada, sont quand même plus riches, dynamiques, demandées. Ce n'est pas un modèle tentant ?

Pas totalement. Si l'on augmente trop les droits d'inscription comme cela se pratique dans ces pays, des étudiants auront les moyens et d'autres non. Il existera une barrière financière à l'entrée, même avec un système de bourse. Et on ne fera qu'accroître les inégalités sociales. Regardez en France les grandes écoles : il est évident que les populations n'y sont pas les mêmes qu'à l'université.

## AGRICULTURE

# Les légumes prennent Bordeaux au cœur



Une pyramide de légumes comme celle-ci devrait être érigée place Pey-Berland le mois prochain. PHOTO DR

**JACQUES RIPOCHE**  
j.ripoche@sudouest.fr

Bordeaux, capitale des légumes. Ce sera le cas du 27 au 30 novembre prochain, en relation avec le congrès national des Producteurs de légumes de France qui se tiendra aux Parc des expositions, dans le cadre du salon Vinitech-Sifel (30 novembre-2 décembre).

Sur la place Pey-Berland, entre la cathédrale Saint-André et la ligne du tramway, une immense pyramide symbolisera l'événement : une structure métallique de 7 mètres de haut chargée de cagettes de légumes harmonieusement disposées, pour un poids total de 3,5 t.

Franck Ballester, directeur de la FDSEA de Gironde, est l'une des chevilles ouvrières de l'organisation : « On y trouvera des salades, carottes, poireaux, choux rouges, choux-fleurs, aubergines, tomates, poireaux, concombres, navets... Autant de produits cultivés dans la région, sous serres chauffées ou en plein champ », explique-t-il.

### Grand public et scolaires

Ce sont des producteurs de Gironde et du Lot-et-Garonne qui fourniront l'approvisionnement.

Cette pyramide de légumes installée dans l'un des endroits les plus fréquentés de la ville servira de support à une grande opération de communication avec pour thèmes centraux l'alimentation et la santé. Autour de la pyramide, plusieurs chapiteaux accueilleront divers ateliers animés par des professionnels, en direction d'un public familial le samedi et le dimanche, de scolaires de la CUB le lundi et le mardi. « Nous avons déjà 800 scolaires inscrits et 400 sur liste d'attente », indique le directeur de la FDSEA.

L'un des ateliers sera consacré à la culture des légumes avec des exer-

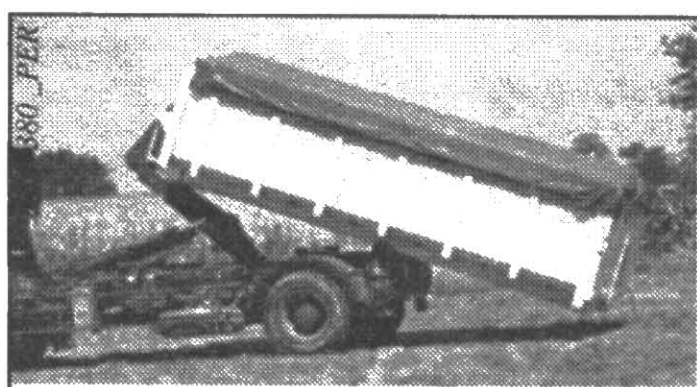
cices de rempotage, une mise en perspective de toutes les étapes de la chaîne, de la graine au légume, en passant par le plant : « Il s'agira de montrer, surtout aux jeunes, que les légumes n'arrivent pas comme ça dans les rayons des supermarchés ! »

Les aspects nutrition santé seront mis en évidence par un atelier du goût avec « bar à soupe » et dégustation de légumes crus. Enfin, diverses animations sont prévues pour donner aussi à la manifestation un caractère festif. On y verra notamment un « sculpteur de légumes », également conteur.

### Circuits courts

Outre l'invitation à manger des légumes (et des fruits), message au cœur des campagnes de santé publique relayé par l'interprofession, la manifestation a aussi pour objectif de sensibiliser les consommateurs (particuliers, mais aussi élus en charge d'établissements de restauration collective) aux circuits courts. « Il faudrait qu'ils tiennent davantage compte de la production locale et régionale dans les appels », explique Franck Ballester : « C'est généralement le prix qui les guide, avec souvent pour conséquence un approvisionnement en Hollande ou au Maroc, où les coûts de production sont moins élevés. Nous voulons les inviter à tenir compte aussi des modes et des conditions de production. Il faudrait que cet élément soit intégré dans les appels d'offres. »

L'Aquitaine représente environ 11 % des surfaces légumières françaises, autour de 40 000 hectares, ce qui la place au quatrième rang des régions. C'est en Lot-et-Garonne que se concentrent la majorité des exploitations (plus de 40 %), devant les Landes, la Dordogne et la Gironde.



**BENNE CERALIÈRE**

de 15 à 35 m<sup>3</sup>  
Bâche à règle incluse

FABRICATION FRANÇAISE

**soba**

33 SAINT-MÉDARD-DE-GUIZIÈRES  
Tél. 05 57 49 33 30 • Fax 05 57 49 36 55

Sud-Ouest Bonnes Amériques